

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 26/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRONOX FRANCE SAS

95 Rue du Général de Gaulle
BP 10059
68800 Thann

Références : 0006700653_2025-03-18_Tronox-VIIC_FFF
Code AIOT : 0006700653

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2025 dans l'établissement TRONOX FRANCE SAS implanté 95 Rue du Général de Gaulle BP 10059 68800 Thann. L'inspection a été annoncée le 18/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les gaz fluorés sont de puissants gaz à effet de serre (GES) d'origine humaine, qui contribuent au réchauffement de la planète lorsqu'ils sont émis dans l'atmosphère. Ils sont souvent plusieurs milliers de fois plus impactants que le CO₂.

Afin d'atteindre l'objectif de neutralité carbone en 2050 et en vue de limiter le réchauffement de la planète, l'union européenne a adopté diverses mesures visant à réduire les émissions de GES, parmi lesquelles le règlement 2024/573 du 7 février 2024, dit règlement « F-gaz », abrogeant le précédent règlement de 2014 et introduisant de nouvelles mesures de prévention des émissions.

L'action consiste à contrôler le respect des nouvelles obligations réglementaires relatives en

particulier aux contrôles d'étanchéité des équipements, aux systèmes de détection de fuite ou encore aux nouvelles modalités d'étiquetage des produits et équipements en contenant.

Référentiels utilisés :

- Arrêté préfectoral du 13 août 2008 portant prescriptions complémentaires à la société MILLENIUM INORGANIC CHEMICALS THANN SAS pour l'exploitation de ses installations exploitées à Thann,
- Arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets,
- Règlement (UE) 2024/573 du 7 février 2024, relatif aux gaz à effet de serre fluorés, dit règlement « F-gaz »,
- Arrêté Ministériel du 4 août 2014, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4802 (Rubrique devenue la rubrique 1185 à compter du 25 octobre 2018),
- Arrêté Ministériel du 29 février 2016, relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRONOX FRANCE SAS
- 95 Rue du Général de Gaulle BP 10059 68800 Thann
- Code AIOT : 0006700653
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

TRONOX est une société américaine spécialisée dans la production de dioxyde de titane ultra fin, principalement destinée à des fins de traitement des matrices atmosphériques et aqueuses. Le site est soumis aux directives dites "SEVESO" et "IED".

Contexte de l'inspection :

- Inspection spécialisée produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Fluides frigos
- Fluides frigo/SAO/GESF

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Caractéristiques du système de détection de fuites	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Tenue d'un registre – Traçabilité des interventions	Règlement européen du 07/02/2024, article 7.1	Demande d'action corrective	2 mois
8	Fréquence des contrôle périodiques	Règlement européen du 07/02/2024, article 5.6	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	d'étanchéité des équipements			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des stocks de fluides frigorigènes	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I, point 3.3	Sans objet
2	Classement rubrique ICPE n°1185	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 1.2.1	Sans objet
3	Étiquetage des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I, point 3.2	Sans objet
4	Système de détection de fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 6.1	Sans objet
5	Contrôle du système de détection de fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 6.3	Sans objet
9	Marque de contrôle – absence de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Sans objet
10	Déclaration des émissions	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet
11	Mesures prises lors de la détection d'une fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7	Sans objet
12	Contrôle de fuite après réparation	Règlement européen du 07/02/2024, article 4.5	Sans objet
13	Déchets de récupération des fluides	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I, point 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été relevé lors de l'inspection deux non-conformités (demandes d'actions correctives) et une demande de justificatif.

L'exploitant doit établir et conserver des registres de suivi de ses équipements, en conformité avec l'article 7.1 du règlement européen du 7 février 2024.

L'exploitant doit respecter la fréquence de réalisation des contrôles périodiques d'étanchéité des équipements.

L'exploitant doit transmettre les éléments permettant de justifier du système de détection permanent de fuite sur le groupe froid Quiri TiCl4.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks de fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I, point 3.3
Thème(s) : Produits chimiques, Équipements contenant des fluides frigorigènes
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.
Constats : A la demande de l'Inspection, l'exploitant a transmis les documents suivants recensant les équipements contenant des fluides frigorigènes dont la contenance est supérieure à 2kg: - un registre par équipements frigorifiques fixes (liés au process), comprenant pour chaque équipement le stock des bouteilles de fluides frigorigènes associé le cas échéant, - la liste des équipements frigorifiques temporaires, - le tableau de suivi des équipements de climatisation. Il a été constaté que les documents précisent la capacité unitaire des équipements et le fluide contenu. Ce constat n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Classement rubrique ICPE n°1185

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE
Prescription contrôlée : Le tableau de nomenclature visé à l'article 1er de l'arrêté préfectoral n°96792 du 6 septembre 1991 est remplacé par le tableau suivant: <i>[note du rédacteur: pas de mention de la rubrique 1185 dans le tableau]</i>
Constats : Les différents arrêtés préfectoraux relatifs à l'établissement ne classent pas l'installation dans la rubrique 1185-2a. Cependant, l'exploitant a porté à la connaissance du préfet par courrier du 2 décembre 2019 la présence d'équipements frigorifiques ou climatiques relevant de la rubrique 1185-2a, pour une quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation supérieure à 300kg. Ce porter à connaissance n'a pas encore été suivi de la rédaction d'un arrêté préfectoral

complémentaire.

Le contrôle de l'inventaire des équipements évoqué au point de constat précédent montre que l'installation comprend 41 équipements relevant de la rubrique 1185-2a, soit une capacité totale de 1 159,89 kg de fluides de type HFC, HFC-HFO ou HCFC. Le total de fluides détenus (substance réglementée par le règlement CE n°1005/2009 ou gaz à effet de serre fluoré réglementé par le règlement CE n°517/2014) lors de la visite d'Inspection est donc de 1 159,89 kg, en cohérence avec le porter à connaissance du 2 décembre 2019.

Les prescriptions actuellement applicables à l'établissement étant inadaptées, un projet d'arrêté préfectoral portant prescriptions modificatives sera transmis ultérieurement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant pourra porter à la connaissance une quantité maximale de fluides frigorigènes présente sur site dans d'éventuels groupes en location, afin de ne pas procéder à de multiples porter à connaissance à chaque location de groupe.

Type de suites proposées : Sans suite- prescriptions inadaptées

N° 3 : Étiquetage des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I, point 3.2

Thème(s) : Produits chimiques, Équipements contenant des fluides frigorigènes

Prescription contrôlée :

Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.

Constats :

Par échantillonnage, il a été contrôlé sur le terrain les équipements suivants :

- groupe froid «Quiri TiCl4»,
- groupe froid «TiCl4» en location,
- groupe froid «Cristallisation» en location,
- équipement Cliref bâtiment 167 ancien Labo LCAT.

Ils présentent tous un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir. Ces informations sont cohérentes avec celles indiquées dans l'état des stocks.

Ce constat n'appelle pas de remarques de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Système de détection de fuites

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 6.1
Thème(s) : Produits chimiques, Prévention des fuites de fluides frigorigènes
Prescription contrôlée : Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à d), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 ou 100 kg ou plus de gaz inscrits à la section 1 de l'annexe II veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.
Constats : Après contrôle de l'inventaire remis par l'exploitant, il est constaté qu'un équipement relève de la prescription visée: le groupe froid «Quiri TiCl4» ayant une capacité de 835 Teq CO2. Lors de la visite, l'Inspection a pu constater la présence du système de détection de fuite, composé de 3 détecteurs de gaz présents dans le local à proximité immédiate des différents équipements constituant le groupe froid TiCl4. Sur le dispositif de supervision, il a été constaté le report des valeurs mesurées par ces capteurs. Ce constat n'appelle pas de remarques de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contrôle du système de détection de fuites

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 6.3
Thème(s) : Produits chimiques, Prévention des fuites de fluides frigorigènes
Prescription contrôlée : Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à e) et g), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement.
Constats : Le contrôle a porté sur le groupe froid «Quiri TiCl4», seul équipement concerné par la prescription. A la demande de l'Inspection, l'exploitant a transmis les rapports réalisés lors des interventions des 8/7/2022 et 03/04/2024 (soit les deux derniers rapports, dont un de mise en service). Par échantillonnage, l'Inspection a contrôlé le rapport du 3 avril 2024: <ul style="list-style-type: none">• la synthèse du rapport semble erronée car elle indique que rien n'a été contrôlé,• il est fait mention dans le rapport de tests des asservissements avec déclenchement de l'alarme (report en salle de contrôle nommée GTC dans le rapport) pour les 3 détecteurs gaz associés à la centrale de détection gaz,• le rapport indique que le capteur situé au rez-de-chaussée sous le toit n'a pas atteint la valeur désirée et qu'il sera à remplacer en 2025.

L'exploitant a indiqué à l'Inspection qu'il n'était pas prévu de contrôler ces capteurs en 2025, car les 3 capteurs doivent être remplacés le 9 avril 2025. Il a été constaté, à la lecture d'un devis en date du 6 mars 2025 et d'échanges de courriels, que cette intervention est bien prévue le 9 avril 2025.

Ce constat n'appelle pas de remarques de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Caractéristiques du système de détection de fuites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 3

Thème(s) : Produits chimiques, Prévention des fuites de fluides frigorigènes

Prescription contrôlée :

I.-Le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuite de HFC fondé sur une méthode de détection de fuite par mesure indirecte conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en HFC mentionnées ci-dessous :

-50 grammes par heure ;

-10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement.

II.-Par exception au paragraphe I, lorsqu'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte ne peut pas être mis en œuvre pour des raisons techniques, le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuite de HFC basé sur des méthodes directes conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en HFC mentionnées ci-dessous :

-50 grammes par heure ;

-10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement.

L'exploitant tient à la disposition des autorités compétentes l'étude justifiant l'impossibilité technique de mise en œuvre d'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte.

L'implantation du système permanent de détection de fuite de HFC, basée sur des méthodes directes, résulte et est conforme aux préconisations d'une étude préalable. Cette étude est réalisée par une personne dûment qualifiée et indépendante du détenteur et de l'exploitant de l'équipement. Elle précise et justifie, notamment, le seuil de déclenchement de l'alarme.

[...]

Constats :

Le contrôle a porté sur le groupe froid «Quiri TiCl4», seul équipement concerné par la prescription.

Comme indiqué dans les points de constats précédents, le système permanent de détection de fuite est de type direct (capteurs de gaz).

L'exploitant a transmis un courrier transmis à l'Inspection le 2 décembre 2019, dans lequel l'exploitant a déclaré que la détection de fuite indirecte n'est pas adaptée à ses installations.

Cependant, lors de la visite, l'exploitant n'a pas pu fournir l'étude de justification de l'impossibilité technique de mise en œuvre d'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte et d'étude préalable à l'implantation du système permanent de détection de fuite de HFC, basée sur des méthodes directes, y compris la justification du seuil de déclenchement de l'alarme. L'exploitant n'ayant pas pu transmettre ces études, il est en l'état impossible pour l'Inspection de conclure sur la conformité de l'installation contrôlée avec l'ensemble des dispositions de la prescription susvisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra transmettre à l'Inspection:

- l'étude de justification de l'impossibilité technique de mise en œuvre d'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte,
- l'étude préalable à l'implantation du système permanent de détection de fuite de HFC, basée sur des méthodes directes, y compris la justification du seuil de déclenchement de l'alarme.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Tenue d'un registre – Traçabilité des interventions

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 7.1

Thème(s) : Produits chimiques, Traçabilité des interventions

Prescription contrôlée :

1. Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, établissent et conservent, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes :

- a) la quantité et le type de gaz contenu dans les équipements, en indiquant séparément, le cas échéant, la quantité ajoutée au cours de l'installation ;
 - b) les quantités de gaz ajoutées pendant la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite, ainsi que la date de ces ajouts ;
 - c) la quantité de gaz récupérée ;
 - d) en cas d'ajout de gaz, la quantité et les types de gaz ajoutés et s'ils ont été recyclés ou régénérés, ainsi que le nom et l'adresse dans l'Union de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat ;
 - e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la récupération, la réparation, le contrôle d'étanchéité ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat et, lorsque l'entreprise responsable de ces opérations est une personne morale, les données d'identification de l'entreprise et celles de la personne physique ayant exécuté les opérations ;
 - f) les dates et résultats des contrôles effectués au titre de l'article 5, paragraphe 1, ainsi que les dates et les résultats des réparations de fuites ;
 - g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz.
- [...]

<p>Constats :</p> <p>Par échantillonnage, le contrôle a porté sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> • le groupe froid «Acide sulfurique», • le groupe froid «Cristallisation», • l'équipement Cliref bâtiment 167 ancien Labo LCAT. <p>L'exploitant a transmis à l'Inspection le registre correspondant au groupe froid «Acide sulfurique» pour l'année 2025 (l'exploitant établi un registre par année). Il n'a pas pu transmettre de registre pour le groupe froid Cristallisation et il a été constaté que le registre pour l'équipement Cliref ne contenait pas certains éléments de la prescription (par exemple, les quantités de gaz récupérés, les dates et les résultats des réparations de fuites,...).</p> <p>L'exploitant n'ayant pas établi des registres conformes à la prescription pour tous les équipements contrôlés, l'Inspection considère que celui-ci ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra établir et conserver, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels il consigne les informations prévues dans la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : Fréquence des contrôle périodiques d'étanchéité des équipements

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 5.6</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Prévention des fuites de fluides frigorigènes – contrôle d'étanchéité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les contrôles d'étanchéité visés au paragraphe 1 sont effectués à la fréquence suivante :</p> <p>a) pour les équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou moins de 10 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les douze mois; ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les vingt- quatre mois;</p> <p>b) pour les équipements contenant 50 tonnes équivalent CO₂ ou plus, mais moins de 500 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 10 kilogrammes ou plus, mais moins de 100 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les six mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les douze mois;</p> <p>c) pour les équipements contenant 500 tonnes équivalent CO₂ ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 100 kilogrammes ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II : au moins tous les trois mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les six mois.</p>

Constats :

Après analyse de la liste des équipements transmis par l'exploitant, il a été constaté que 41 équipements faisant partie de l'installation sont soumis à la prescription contrôlée.

Par échantillonnage, l'Inspection a examiné les documents relatifs aux tests d'étanchéité :

- réalisés les 14/01/2025 et 14/02/2025 sur le groupe froid QuiriTiCl4 (la périodicité attendue pour la réalisation des contrôles d'étanchéité de cet équipement est de 6 mois avec système de détection)
- réalisés les 30/8/2024 et 14/02/2025 du groupe froid Acide sulfurique (la périodicité attendue pour la réalisation des contrôles d'étanchéité de cet équipement est de 6 mois)
- réalisés le 5/11/2024 et le 5/8/2024 pour le groupe froid cristallisation (la périodicité attendue pour la réalisation des contrôles d'étanchéité de cet équipement est de 6 mois)
- réalisés le 14/12/2023 et le 13/12/2024 pour l'équipement Cliref bâtiment 167 ancien Labo LCAT (la périodicité attendue pour la réalisation des contrôles d'étanchéité de cet équipement est de 1an).

Afin de vérifier qu'il s'agissait bien de fiches relatives aux contrôles d'étanchéité visés au paragraphe 1, les informations suivantes ont été examinées, en vérifiant la cohérence avec l'état des stocks :

- identité du prestataire (existence d'un numéro d'attestation de capacité),
- identité du détenteur,
- équipement concerné,
- dénomination et charge de fluide contenue dans l'équipement,
- case oui ou non cochée pour "présence d'un système de détection de fuite",
- case «contrôle d'étanchéité périodique» cochée,
- case oui ou non cochée pour «fuites constatées lors du contrôle d'étanchéité (absence de fuites pour tous les documents examinés).

Il a été constaté les écarts suivants :

- rapport du 30/8/2024 du groupe froid Acide sulfurique: c'est la case "contrôle non périodique" qui a été cochée (et non la case «contrôle périodique»),
- le dernier contrôle périodique date de plus de 12 mois pour l'équipement Cliref bâtiment 167 ancien Labo LCAT.

L'exploitant n'ayant pas respecté les délais de réalisation des contrôles périodiques d'étanchéité pour l'un de ses équipements, l'Inspection considère que celui-ci ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour respecter la fréquence de contrôle prévue par la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois